



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE
Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
Société MECASTING-COMECA,
1 rue Gustave Eiffel – ZA Saint-Julien- Bléré**

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 541-1-1 et L. 514-5 ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment son article 65 ;
- l'arrêté préfectoral n° 19790 du 27 novembre 2013 portant autorisation administrative des activités de la société MECASTING à Bléré et autorisant l'augmentation de sa capacité de production ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 18356 du 22 avril 2008 relatif à la mise en conformité des installations de traitement de surface de la société STIN situées à Loches avec la directive européenne n° 96/61/CE dite IPPC ;
- le rapport de la visite d'inspection du 4 février 2025 transmis à la société MECASTING-COMECA par courrier du 6 mars 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- le courrier en date du 6 mars 2025 informant le propriétaire des terrains des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

- lors de la visite en date du 4 février 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant n'a pas mis en œuvre une surveillance des eaux souterraines ;
- ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;
- en conséquence, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MECASTING-COMECA de respecter les dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1 – La société MECASTING-COMECA exploitant une fonderie au 1 rue Gustave Eiffel ZA Saint-Julien, à Bléré, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 en mettant en place une surveillance de ses eaux souterraines. L'exploitant devra notamment mettre en œuvre les recommandations de l'étude de vulnérabilité du milieu qu'elle a engagé, **dans un délai de douze mois.**

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- **un recours gracieux**, adressé au préfet d'Indre-et-Loire, bureau de l'environnement, 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- **un recours hiérarchique**, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans – 28, rue de la Bretonnerie 45057 ORLÉANS CEDEX 1. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société MECASTING-COMECA par lettre recommandée avec accusé de réception et publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois.

Tours, le 15 AVR. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,


Xavier LUQUET